

## L'IMPÔT PAIE POUR L'ÉDUCATION

# Financer l'avenir : Réalisation de l'ODD 4



©Actionaid Senegal.

L'Alliance TaxEd rassemble en partenariat les acteurs mondiaux de la justice fiscale et de l'éducation pour faire une percée transformatrice dans le financement national de l'éducation publique. ActionAid, l'Alliance mondiale pour la justice fiscale (et les réseaux régionaux Tax Justice Network Africa et Tax and Fiscal Justice Asia), le Tax Justice Network, Education International et le mouvement plus large Global Campaign for Education créent une alliance solide de la société civile aux niveaux national, régional et mondial pour plaider en faveur de l'éducation et prendre des engagements pour accroître le financement national des systèmes d'éducation publique de manière durable et progressive. Cela est particulièrement essentiel pour réduire les revenus des gouvernements afin qu'ils puissent atteindre l'Objectif de développement durable pour l'éducation (ODD 4).

EDUCATIONOUTLOUD GPE GLOBAL CAMPAIGN FOR EDUCATION actionaid



Les pays à faible revenu, même ceux qui consacrent une part importante de leur budget national à l'éducation, ne sont pas en mesure de respecter leurs engagements en matière d'ODD 4, car les recettes sont insuffisantes pour financer une éducation publique de qualité. Les pays doivent donc élargir leur assiette fiscale de manière progressive et durable. En raison de la façon dont la pandémie de COVID-19 a été gérée, en plus d'années de politiques d'austérité, les systèmes éducatifs sont confrontés à une crise dévastatrice du financement public et à l'incertitude quant à la qualité de l'apprentissage disponible lorsque les enfants peuvent retourner à l'éducation. On estime qu'entre 10 et 30 millions de filles qui ont déjà fréquenté l'école ne reviendront pas. Elles seront également plus à risque de mariage précoce, de grossesse précoce et de contracter le VIH. Solutions pour le financement de l'éducation et la réforme fiscale doit répondre à ce défi. Le TaxEd Alliance met en relation les parties prenantes des OSC travaillant sur les questions fiscales avec celles qui travaillent sur l'éducation afin de créer une réponse transnationale efficace aux OSC. L'Alliance vise à intégrer les voix des communautés marginalisées avec les OSC au niveau national, telles que les syndicats d'enseignants et les alliances pour la justice fiscale, et à coordonner leurs réponses à travers les programmes et les arènes nationaux, sous-régionaux, régionaux et mondiaux.

S'appuyant sur les travaux réalisés en Ouganda, au Ghana, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, au Nigéria et en Tanzanie depuis de nombreuses années, le projet étend l'attention nationale au Népal, au Sénégal et à la Zambie. Le projet renforce les capacités des principaux membres de l'alliance à entreprendre l'analyse des données, la recherche collaborative, le suivi budgétaire et le plaidoyer sur l'éducation publique sensible au genre. Il renforce les alliances aux niveaux national, régional et mondial pour l'apprentissage, l'échange d'informations et le plaidoyer. Amélioration des mécanismes de dialogue intersectoriel entre la société civile travaillant dans les domaines de l'éducation et de la fiscalité, avec les finances et les ministères de l'éducation, les autorités fiscales, les groupes locaux d'éducation et les organisations internationales sont soutenus par un vaste programme de recherche qui suit les engagements mondiaux, régionaux et nationaux liés au financement de l'éducation et fournit des preuves et des solutions pour des impôts progressifs pour financer l'éducation. Au niveau mondial, l'Alliance utilise son vaste réseau et ses liens avec les parties

prenantes gouvernementales et internationales pour assurer le suivi et l'élaboration de recommandations intersectorielles à l'intention des acteurs internationaux de l'éducation, y compris le Partenariat pour l'éducation (GPE) pour renforcer et élargir leur travail. Cela contribue à maintenir la pression sur les gouvernements pour qu'ils s'engagent à réformer la politique ou la pratique fiscale nationale et à augmenter les revenus durables pour financer l'éducation. Il crée une présence soutenue et de haut niveau dans les forums mondiaux, facilitant les liens entre les acteurs de la société civile, le GPE et les organisations multilatérales telles que l'International Fonds monétaire (FMI) et Banque mondiale, autour du rôle de la fiscalité dans le financement de l'Objectif de développement durable 4.

## Financement national de l'éducation :

- Le Partage :** La part du budget est le pourcentage du budget total du pays consacré à l'éducation.
- La Taille :** La taille du budget est le montant total que le gouvernement doit dépenser. Cela dépend du montant de l'impôt perçu et des politiques économiques suivies.
- La Sensibilité :** L'examen minutieux du budget permet de s'assurer que l'argent alloué à un service arrive là où il est nécessaire.
- L'Examen minutieux :** La sensibilité du budget est liée à la mesure dans laquelle les budgets et les dépenses s'attaquent aux inégalités en matière d'éducation.

**Les 4R de la justice fiscale :** Systèmes fiscaux reprogrammés verser hiérarchiser les priorités les besoins de tous membres de la société peut livrer :



## Évasion fiscale =

L'insuffisance des services publics

**483 milliards de dollars**

perdu chaque année à cause d'abus fiscaux mondiaux commis par multinational les sociétés et les particuliers fortunés

L'impôt paie pour l'éducation et d'autres services publics

## Projet d'alliance TaxEd (2020-23) - Théorie du changement

**BUT :** Accroître durablement le financement national des systèmes d'éducation publique afin que les gouvernements des pays en développement puissent

**RÉSULTAT :** Renforcer la capacité de plaidoyer collaboratif d'une nouvelle alliance transnationale en matière de fiscalité et d'éducation qui permettra un dialogue politique intersectoriel inclusif et innovant et un changement de politique stratégique sur les recettes fiscales et les budgets de l'éducation aux niveaux national et régional et au niveau mondial.

Renforcement des capacités et des partenariats entre les OSC travaillant sur la fiscalité et l'éducation aux niveaux national, régional et mondial.	La recherche s'est développée et largement diffusée sur les politiques fiscales, les pratiques et les réformes potentielles qui peuvent être mises à profit pour augmenter le financement de l'éducation publique.	Des modèles pratiques de dialogue stratégique sur le financement de l'éducation publique ont été élaborés, rassemblant les Communauté de l'éducation et ministères des finances, des autorités fiscales et des parlements	Les gouvernements s'engagent à réformer la politique ou la pratique fiscale nationale en créant les conditions d'une augmentation des recettes durables pour l'éducation publique qui favorise l'égalité et l'inclusion des sexes.	Des recommandations mondiales fondées sur des données probantes ont été élaborées et leur opérationnalisation soutenue, concernant la manière dont le partenariat du GPE et d'autres acteurs internationaux de l'éducation peuvent renforcer et élargir leur travail sur les questions de financement national.
<ul style="list-style-type: none"> <li>Atelier de renforcement des capacités des intervenants en matière de fiscalité et d'éducation</li> <li>Partage régulier d'expériences sur le renforcement des partenariats</li> <li>Sensibilization Communautaire</li> <li>Recherche et enquêtes participative</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Recherche sur les déficits de financement de l'ODD 4 et les dépenses courantes</li> <li>Analyse de la progressivité du système fiscal actuel</li> <li>Recherche transversale sur la dette, les politiques macroéconomiques et l'éducation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dialogue soutenu au sein des communautés éducatives et financières nationales</li> <li>Convoquer de nouveaux espaces de dialogue avec le gouvernement et d'autres parties prenantes</li> <li>Analyse des engagements nationaux lors de la reconstitution des ressources du GPE</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Produire des séances d'information ciblées, des propositions de politiques et du matériel de communication basé sur la recherche et l'analyse</li> <li>Campagnes nationales de plaidoyer qui relient les acteurs de la fiscalité et de l'éducation</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Maintenir la pression sur les ministères africains de l'Éducation pour qu'ils prennent des mesures concrètes pour mettre en oeuvre le cadre des 4 Ss</li> <li>Animer des sessions sur l'extension de la propre approche du GPE en matière de financement national sur la base de données probantes</li> <li>Sessions parallèles, réunions de renforcement des capacités et séances d'information sur le plaidoyer dans les principaux forums mondiaux</li> </ul>

**PROBLÈME :** Covid19 et le sous-financement historique de l'éducation ont conduit de nombreux enfants sans accès à une éducation publique de qualité. Pour atteindre l'ODD 4, 97 % des nouvelles ressources pour l'éducation devraient provenir de ressources nationales ; un changement qui nécessite un changement radical dans le dialogue national sur le financement de l'éducation.

## Financement de l'éducation et incitations fiscales

PAYS	L'éducation en tant que part du budget national	Impôts/PIB	Estimation des recettes annuelles perdues grâce aux incitations fiscales	20 % de cette somme s'élèverait à :	Cet argent pourrait servir à payer :
NEPAL	14,1% (2018)	18% (13% indirect, 5% direct Impôts) (2017)	1,68 \$US milliard	336,6 \$US million	Places scolaires pour toutes les places extrascolaires pour les enfants exclus de l'école primaire et du premier cycle du secondaire + Le salaire de base de 5 000 enseignants du primaire et de 5 000 enseignants du premier cycle du secondaire + Repas scolaires gratuits pour 600 000 enfants + Étendre les bourses annuelles pour les groupes vulnérables à 1 million de jeunes supplémentaires + Le déficit de financement annuel estimé (81 millions de dollars en 2021) dans l'examen à mi-parcours du Plan de développement du secteur scolaire népalais (PESD)
SENEGAL	22,1% (2020)	16,8% (11,7% Impôts directs indirects de 5,1 %) (2020)	1,19 \$US milliard	238 \$US million	Places scolaires pour l'ensemble environ la moitié (350 000) des enfants d'âge primaire actuellement non scolarisés + 10 000 enseignants (sur les 35 000 lacunes à combler d'ici 2030) + Doublé le nombre d'enfants qui reçoivent un repas scolaire gratuit chaque année
ZAMBIE	12,4% (2020)	16,7% (9% indirect 7,7 % directs Impôts) (2019)	406 \$US million	81,2 \$US million	Places scolaires pour 350 000 enfants à l'école primaire (environ 2/3 des enfants actuellement non scolarisés) + 4 000 enseignants du primaire supplémentaire (le déficit actuel estimé d'enseignants dans les écoles primaires) + Repas scolaires gratuits pour 1/2 million d'enfants chaque année
GHANA	18,6% (2018)	12% (5,8% indirect, 6,5% direct taxes) (2019)	1,2 \$US milliard	240 \$US million	Une place dans une école primaire pour les 319 000 enfants non scolarisés + 10 000 enseignants qualifiés supplémentaires + Repas scolaires gratuits pendant 1 an pour 557 892 enfants
OUGANDA	11,2% (2018)	11,5% (7,4% indirect 4,1 % directs Impôts) (2019)	272 \$US million	54,4 \$US million	Une place dans une école primaire pour les 477 000 enfants non scolarisés + 20 000 enseignants qualifiés supplémentaires + Repas scolaires gratuits pendant 1 an pour 412 047 enfants